



# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019





FABRIQUE  
TERRITOIRES SANTÉ  
LA CONSOLIDATION DE  
SON DÉVELOPPEMENT



La transformation de la Plateforme nationale de ressources des Ateliers Santé Ville (ASV) pour devenir Fabrique Territoires Santé il y a deux ans répondait au souhait d'élargissement de son champ d'intervention à l'ensemble des démarches et dynamiques territoriales de santé et impliquait de s'adresser à l'ensemble des acteurs parties prenantes dans la fabrique de ces dynamiques, sur tout le territoire français y compris les territoires ultramarins, et en particulier dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les territoires ruraux. La mue est aujourd'hui achevée et Fabrique Territoires Santé reconnue pour son expertise et sa capacité à faire lien, à rassembler les énergies, à répondre au besoin de partage d'expériences, interrogations et analyses entre fabricants de dynamiques de santé.

Les nombreuses sollicitations et demandes de participation à des rencontres, groupes de travail et comités de pilotages confirment la capacité de Fabrique Territoires Santé à constituer un réseau national référent pour les acteurs locaux, régionaux et nationaux, en utilisant tous les moyens qui facilitent ce maillage : rencontres, journées d'échanges de pratiques, site internet, newsletter, etc.

La consolidation de cette nouvelle posture s'est appuyée sur les temps forts de l'association – la Rencontre nationale, les rencontres régionales, les formations et journées d'études, les Dossiers ressources, etc.

Fabrique Territoires Santé appuie les professionnels dans leurs missions d'accompagnement des habitants des territoires à être acteurs de leur santé et de mobilisation de toutes les ressources au bénéfice des territoires les plus en difficulté.

Fabriquer des dynamiques territoriales de santé, à l'instar des ASV, des Contrats locaux de santé (CLS) et des Contrats locaux de santé mentale (CLSM), exige une démarche projet, la construction de partenariats et de réseaux, la participation des habitant.es, la territorialisation de l'action et une coordination. Cette dynamique doit apporter une plus-value aux habitant.es, aux professionnel.les, aux politiques publiques et aux institutions. Ainsi l'association favorise la qualité des programmes et des projets menés sur les territoires :

- en poursuivant un travail de capitalisation des dynamiques, outils, méthodes et actions ;
- en facilitant l'accès à l'information et aux ressources nécessaires à leur fonctionnement ;
- en diffusant les acquis en termes de démarches qui fonctionnent, comme celles des Ateliers santé ville et d'autres encore, et de connaissance des situations sanitaires et sociales des territoires ;

- en soutenant les échanges de pratiques et d'analyse à l'échelle nationale, régionale ou inter-régionale ;
- en contribuant à la réflexion sur la promotion de la santé et la réduction des inégalités sociales, territoriales et environnementales de santé.

Fabrique Territoires Santé, par ces différents engagements, a constitué une force de propositions et de ressources pour la recherche, l'innovation et l'expérimentation afin de valoriser les dynamiques territoriales de santé.

Elle a aussi, avec ses partenaires, tenté de produire des plaidoyers pour une conception ouverte de la promotion de la santé sur les territoires. Tout en reconnaissant l'importance de restaurer l'accès aux soins primaires dans tous les territoires quels qu'ils soient, Fabrique Territoires Santé plaide avec constance et ténacité pour que la prévention ne soit pas oubliée et surtout pour que perdure le soutien aux actions sur l'ensemble des déterminants de la santé, gage de l'amélioration des conditions et de la qualité de vie, en s'appuyant sur les compétences et les volontés des collectivités territoriales. Fabrique Territoires Santé ambitionne d'être un acteur ressource pour la territorialisation des politiques publiques de santé.

Fabrique Territoires Santé est financée par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), Santé publique France (SPF), la Direction générale de la santé (DGS) et ses adhérents.

### Trois axes de travail en 2019

**Développer** un réseau autour des démarches territoriales de santé, aux niveaux régional et national (Axe 1)

**Valoriser** les démarches territoriales de santé à partir de la capitalisation et qualifier les acteur.trices (Axe 2)

**Faciliter** l'accès à l'information et aux ressources nécessaires au fonctionnement des démarches territoriales de santé (Axe 3)

# BILAN DES ACTIONS 2019

# AXE 1. Développer un réseau national autour des démarches territoriales de santé

—

RAPPORT D'ACTIVITÉ  
2019

## 1. Organiser une Rencontre nationale

Comme chaque année, Fabrique Territoires Santé a organisé une Rencontre nationale, consacrée en 2019 à la territorialisation des politiques de santé et d'alimentation. Pour des raisons internes liées à la vacance du poste de chargée de développement pendant 3 mois et demi (entre mai et septembre), la Rencontre nationale initialement prévue en septembre 2019 a été reportée et s'est tenue le 17 janvier 2020, à Bordeaux.

### *« Alimentation et santé : la territorialisation des politiques publiques »*

Principal facteur de risque de maladie, de décès et d'incapacité dans le monde, l'alimentation est un déterminant majeur de santé. En France, selon le baromètre Ipsos/Secours populaire 2018, 21 % des habitant.es, soit plus de 14 millions de personnes, ont du mal à se procurer une alimentation saine pour assurer trois repas par jour. Dans ce contexte et face au foisonnement d'initiatives locales autour de l'alimentation, comment se positionnent et interagissent les démarches territoriales de santé avec les acteurs et actrices locaux.ales ?

Poursuivant les réflexions menées dans le cadre du Dossier ressources « Alimentation et territoires : comment garantir localement une alimentation de qualité et accessible à tous ? », la Rencontre nationale invitait à échanger et partager points de vue et expériences autour de quelques questionnements :

- Comment la santé publique participe-t-elle à ce mouvement de reterritorialisation de l'alimentation ? Comment s'articulent



## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

nationalement et localement les dynamiques de santé et celles liées à l'alimentation ?

- Dans une perspective de promotion de la santé, est-ce que les démarches territoriales à l'œuvre contribuent à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé ?
- Quelle est la place des habitant.es et associations dans les politiques publiques d'alimentation et de santé ? Comment sont pris en compte les besoins de la population, notamment des personnes en précarité alimentaire ?
- Comment rééquilibrer les stratégies entre le changement des comportements individuels et les leviers d'actions sur la production, l'offre, l'accès pour toutes et tous à une alimentation saine et de qualité ?

Après une introduction d'Anne Walryck, élue en charge de la transition écologique à la métropole bordelaise, Yuna Chiffolleau<sup>1</sup>, enseignante chercheuse à l'INRA et membre du RMT (Réseau Mixte Technologique) Alimentation locale, a présenté les tendances et débats autour de la reterritorialisation de l'alimentation, s'appuyant sur les résultats de l'enquête nationale qui dresse un état des lieux des initiatives contribuant à la reterritorialisation de l'alimentation, identifie les grandes tendances des dynamiques en cours et présente les contributions et les limites de ces initiatives du point de vue de la durabilité.

### Extrait des actes du colloque « Reterritorialisation de l'alimentation : quelle contribution à la durabilité des systèmes alimentaires ? » du 28 novembre 2019<sup>2</sup>

« La reterritorialisation de l'alimentation se manifeste à travers deux grandes approches : consommer local, dans le cadre de circuits de proximité ou de la restauration collective, et consommer localisé, en reconnectant l'aliment à son territoire d'origine via des marques ou des applications. Ces deux approches ne s'opposent pas et certains acteurs ou territoires s'inscrivent dans les deux.

Cette reterritorialisation s'ancre, pour la plupart des interviewés, dans un besoin de réassurance de la part du consommateur et de récupération de la valeur ajoutée par les producteurs, mais aussi, pour certains, dans un souci de réduire les dépendances du territoire vis-à-vis de l'extérieur.

<sup>1</sup> Faute de pouvoir se déplacer et intervenir à la Rencontre en raison des mouvements sociaux, Yuna Chiffolleau a fait parvenir les extraits vidéo de son intervention au colloque de l'INRA du 28 novembre 2019.

<sup>2</sup> <https://www.rmt-alimentation-locale.org/post/xx-01-2019-compte-rendu-colloque-reterritorialisation-de-l-alimentation>

*Plus précisément, l'enquête a permis d'identifier 5 grandes tendances dans ce mouvement : circuits courts et/ou de proximité, approvisionnement local, filières locales, agricultures urbaines, périurbaines et préservation du foncier périurbain, marques territoriales et applications.*

*Bien que multiple et hétérogène, ce mouvement est pour beaucoup des interviewés, une « lame de fond », souvent associée à des impacts positifs dans plusieurs domaines : social [...], économique [...], environnement [...] , nutrition [...] et éthique [...]. Pour beaucoup d'interviewés, la reterritorialisation constitue plus largement un levier pour la transition agro-écologique et alimentaire [...].*

*Les risques et limites de ce mouvement se révèlent toutefois nombreux et constituent autant de pistes potentielles de recherche et de travail avec les acteurs. Il s'agirait, par exemple, d'approfondir les enjeux et les modalités d'une définition de l'alimentation locale, objet de nouveaux opportunités, sans pour autant la réduire à un périmètre géographique identique pour tous ni la limiter à une notion spatiale. L'enquête a également permis de soulever des problématiques telles que le besoin de données chiffrées sur l'existant, la nécessité de produire des références pour améliorer la performance de ces systèmes de proximité ou bien encore de mieux réguler la coexistence entre différents modèles à l'échelle des territoires. »*

RAPPORT D'ACTIVITÉ  
2019

Quatre ateliers s'appuyant chacun sur deux témoignages ont ensuite permis d'échanger et de confronter les expériences.

Le premier atelier portait sur les articulations politiques et opérationnelles des dynamiques alimentaires et de santé aux échelles nationales et locales.

Le deuxième atelier a donné à voir des expériences et démarches conduites à l'échelle locale afin de renforcer l'accessibilité locale à une alimentation de qualité.

Le troisième atelier s'est penché sur la question de l'échelle et de l'organisation des services des collectivités pour traiter pleinement les enjeux alimentaires et de santé.

Le quatrième et dernier atelier a tenté de montrer comment l'alimentation pouvait constituer le fil rouge d'un projet local de territoire et permettre ainsi de répondre aux enjeux de développement intégrant les dimensions sociales, sanitaires, économiques et environnementales. Il a enfin interrogé les marges de manœuvre des collectivités locales et les arbitrages politiques.

La prise en compte des enjeux de santé et de lutte contre les inégalités dans les projets alimentaires ; la crainte de voir les inégalités de santé se creuser encore ; la place des habitant.es, en particulier les plus vulnérables, dans les politiques publiques alimentaires ; la « bonne » échelle de gouvernance des politiques de santé et d'alimentation ; la nécessaire articulation entre les dispositifs, la sécurité sociale alimentaire... tels ont été les questionnements et interrogations qui ont structuré les interventions et témoignages de cette journée.



220 professionnel.les étaient inscrit.es à la Rencontre. Malgré un contexte de grève SNCF qui a conduit à plusieurs annulations (intervenant.e.s et participant.e.s), 160 personnes ont pu assister à la journée. 60 % étaient originaires de la région Nouvelle-Aquitaine dont la moitié du département de la Gironde.

Les collectivités territoriales étaient fortement représentées et au-delà du « cœur de réseau » de Fabrique Territoires Santé – à savoir les coordonnateurs et coordonnatrices ASV, CLS et CLSM, et les agent.es des services santé et politique de la ville – les acteurs et actrices des secteurs de l'alimentation ont été fortement représenté.es. La présence d'agent.es des services déconcentrés de l'État (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – DREAL, Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt – DRAAF, Agences Régionales de Santé – ARS), de centres de soins ou réseaux de santé, de médecins libéraux, de représentant.es d'associations nationales ou régionales, ainsi que de chercheur.es et d'étudiant.es, a également été notable.

L'évaluation réalisée à l'issue de la Rencontre nationale (75 personnes y ont répondu – soit près de 50 % des participant.es) montre une forte demande d'échanges d'expériences entre acteurs et actrices issus d'environnements différents, d'apport de connaissances et d'éléments de réflexion. 85 % des répondants disent que la mise en réseau des acteurs est un des objectifs de sa participation à la Rencontre et ils sont plus de 90 % à se dire satisfait.es ou très satisfait.es de ce point de vue. Les apports de connaissance relatifs aux évolutions des politiques publiques sont également très appréciés. La présentation de démarches et de projets portés par des acteur.trices locaux.ales est un support qui nourrit et enrichit l'échange et à la discussion.

#### Extraits du questionnaire d'évaluation

- « Les expériences décrites vont enrichir ma pratique. »
- « J'ai pu identifier des structures et des expérimentations en cours sur le territoire »
- « Interaction avec des acteurs des niveaux national, régional et local sur la thématique alimentation »
- « La rencontre d'acteurs différents permet d'ouvrir son champ. »
- « En tant que coordinatrice d'un CLS, les échanges de la journée m'ont permis de repérer les nécessaires transversalités dans les politiques publiques (PAT, PCAET...) »
- « En charge de la mise en œuvre d'un PAT et initialement venant de l'économie agricole, le traitement du lien alimentation santé avec des témoignages de publics fragiles et en situation de précarité ont été enrichissants. »



Le programme est consultable à cette adresse : [https://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/rencontre\\_fabrique\\_territoires\\_sante\\_-programme\\_et\\_biblio.pdf](https://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/rencontre_fabrique_territoires_sante_-programme_et_biblio.pdf).

Des actes rendant compte des interventions et des débats sont à cette date en cours de rédaction et seront disponibles sous format numérique sur le site de la Fabrique à la fin du premier semestre 2020.

La prochaine Rencontre nationale se tiendra en 2021.

## 2. Conforter la place des dynamiques territoriales de santé dans des instances nationales

RAPPORT D'ACTIVITE  
2019

Fabrique Territoires Santé est sollicitée pour son expertise sur les démarches territoriales de santé ou sur une thématique précise (le plus souvent en lien avec le thème d'un Dossier ressources), pour sa connaissance des réseaux et pour sa capacité de mobilisation et de mise en contact d'acteurs et actrices locaux.ales ou nationaux.ales.

La présence de l'association dans différentes instances nationales, groupes de travail, comités de pilotage d'une part, ses interventions ou implications lors de journées ou formations d'autre part, renforcent en retour la visibilité des dynamiques territoriales de santé comme modalités d'intervention pertinentes au niveau local.

### Co-organisation d'évènements

Journée d'actualité « L'impact de la politique de la ville sur la santé des habitants » - le 7 novembre à Paris

Une journée d'actualité « L'impact de la politique de la ville sur la santé des habitants » a été co-organisée par le CNFPT, le CGET et Fabrique Territoires Santé le 7 novembre 2019 à Paris. Bénédicte Madelin a participé au comité de pilotage de la journée, Didier Febvrel a co-animé la journée et Clémentine Motard a participé en tant qu'intervenante.

L'objectif général de cette journée était de réinterroger les liens entre la politique de la ville et la santé des habitant.es. Qu'est-ce qui fait santé dans les quartiers de la politique de la ville ? Quels sont les liens entre ces deux politiques publiques ? Et pourquoi y aurait-il lien ? Comment sont-ils pris en compte et mis en œuvre ? Permettent-ils de mobiliser



l'ensemble des acteurs.trices – dont les habitant.es – afin d'améliorer les conditions de vie et de santé de tou.tes ?

Dans un premier temps, le sociologue Thomas Kirszbaum a proposé une approche historique du renouvellement urbain et l'a interrogé au regard de la santé et du bien-être des habitant.es. Ensuite, Aurélie Dutour de la Fédération des associations de médiation sociale et culturelle d'Île-de-France a partagé un travail mené avec des habitant.es vivant en quartier prioritaire, en partenariat avec l'ARS Île-de-France à l'occasion de l'élaboration du nouveau projet régional de santé (PRS 2) : ce travail a montré que lorsque les habitant.es sont interrogé.es sur la santé, le cadre de vie et l'habitat sont les sujets majeurs. En complément, Clémentine Motard a présenté un travail en cours mené par la Fabrique de capitalisation d'actions locales liant projet urbain, promotion de la santé et participation des habitant.es : il apparaît que le renouvellement urbain tient encore peu compte des enjeux de santé et que les modalités de participation des habitant.es relèvent plus souvent de la consultation que de la concertation. Puis, Clément Duville de l'ARS Île-de-France a dressé un état des lieux de la santé des habitant.es des quartiers politique de la ville dans la région. Enfin, différentes actions locales ont été présentées afin d'illustrer les interactions entre santé et politique de la ville (thématiques abordées : bâti, espaces publics, rénovation urbaine, accès aux soins).

Cette journée a réuni une centaine de participant.es (en majorité agent.es des services santé des collectivités territoriales).

## Interventions

### 1<sup>ères</sup> Assises de la transition agro-écologique et de l'alimentation durable

Suite à un appel à communications, Clémentine Motard est intervenue dans un atelier lors des 1<sup>ères</sup> Assises de la transition agro-écologique et de l'alimentation durable organisées les 5 et 6 février à Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole, Agropolis international, le CNFPT et Terres en villes. Il s'est agi de sensibiliser les participant.es à l'intégration des enjeux de santé dans les projets alimentaires et de présenter des actions locales inspirantes, en s'appuyant sur les enseignements et la capitalisation réalisée par Fabrique Territoires Santé sur le thème « Alimentation et territoires : quelle place pour la santé ? ». L'atelier réunissait une trentaine de participant.es, principalement agent.es des collectivités territoriales.

## Rencontres territoriales de l'hygiène et de la santé

Didier Febvrel est intervenu en tant qu'animateur des Rencontres territoriales de l'hygiène et de la santé « Rôle et missions des services communaux d'hygiène et de santé dans la lutte contre l'habitat indigne », organisées le jeudi 19 septembre 2019 à Paris, par le CNFPT.

À travers ses interventions en plénière, la journée a donné à voir les avancées et les limites en termes d'outils dans la lutte contre l'habitat indigne (lois ALUR et ELAN) et a posé la question de la répartition des compétences et des moyens des collectivités territoriales, des ARS et des services de l'État en matière de santé, de salubrité et hygiène publiques.

Des sessions de travail en atelier ont permis de poursuivre les échanges en s'appuyant sur des retours d'expériences sur les nouveaux outils de lutte contre l'habitat indigne et de travailler collectivement sur le métier d'inspecteur de salubrité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ  
2019

## Participation à des groupes de travail thématiques

Groupe de travail sur la « stigmatisation des troubles psychiques » piloté par la Direction générale de la santé (DGS)

Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route santé mentale et psychiatrie adoptée en juin 2018 par le Comité stratégique de la santé mentale et psychiatrie, une commission « Promotion du bien-être mental et de la prévention de la souffrance psychique » a été installée le 2 octobre 2018 pour suivre et accompagner les actions du premier axe de cette feuille de route. Cet axe concerne la promotion du bien-être mental, la prévention et le repérage précoce de la souffrance psychique et la prévention du suicide. Pour avancer de manière plus spécifique sur les sujets relatifs à la lutte contre la stigmatisation des troubles psychiques, cette commission a décidé de créer un groupe de travail sur ce thème, co-présidé par Marie-Hélène Déchaux (Direction générale de la santé) et Aude Caria (Psycom), auquel Fabrique Territoires Santé a été associée.

Fabrique Territoires Santé a été sollicitée pour apporter son expertise territoriale sur les questions de stigmatisation. Initié en 2018, ce groupe de travail s'est réuni à trois reprises en 2019, les 22 février, 3 juillet et 22 novembre. Fabrique Territoires Santé y a été représentée par Elsa Micouraud et Lilia Santana. Le travail s'est centré sur le « GPS anti-stigma », sorte d'« outil radar » permettant aux porteurs de projets d'apprécier leur action au regard de six critères<sup>3</sup> issus de la littérature et

<sup>3</sup> Critère 1 : Participation des personnes directement concernées par des troubles psychiques



d'exemples de pratiques prometteuses en France sur les territoires. En novembre, le travail sur le plaidoyer pour les élu.es a été amorcé.

La démarche va se poursuivre en 2020. La commission « Promotion du bien-être mental et de la prévention de la souffrance psychique » réunie le 6 janvier 2020 autour de la restitution des travaux du groupe a encouragé la poursuite des travaux auprès des élus et une démarche auprès de l'Association des Maires de France.

Groupe de travail « Capitalisation des expériences prometteuses » piloté par la Société française de santé publique (SFSP) et la Fédération nationale d'éducation et de promotion de la santé (FNES)

*(voir plus bas)*

## Participation à des comités de pilotage

Comité d'appui thématique du projet « Alimentation-Activité physique et précarité » - Santé Publique France

Santé Publique France a mis en place un projet « Alimentation-activité physique et précarité », dont l'objet est d'apporter un appui aux intervenant.es, acteurs et actrices relais, professionnel.les ou bénévoles en contact avec des personnes défavorisées, dans leurs démarches pour promouvoir des environnements favorables à une saine alimentation et à des habitudes de vie actives.

Fabrique Territoires Santé a été sollicitée pour apporter son expertise sur les démarches territoriales. Deux réunions se sont tenues en 2019 (les 18 février et 2 juillet).

Le projet a été suspendu temporairement en octobre 2019, suite au départ de son animatrice, Maryse Karrer.

---

Critère 2 : Promotion des droits des personnes directement concernées par des troubles psychiques

Critère 3 : Information sur les troubles psychiques et les possibilités de rétablissement

Critère 4 : Partenariat de proximité territoriale

Critère 5 : Public cible

Critère 6 : Impact médiatique de l'action (TV, radio, presse écrite et web, réseaux sociaux)

## Comité de pilotage des Rencontres territoriales de la santé – CNFPT

Fabrique Territoires Santé participe au comité de pilotage des Rencontres territoriales de la santé du CNFPT depuis 2015. La première réunion de préparation de l'édition 2020 s'est tenue en novembre 2019.

## Participation à des projets de recherche

### Comité de pilotage du projet d'enquête nationale sur la reterritorialisation de l'alimentation – INRA

RAPPORT D'ACTIVITE  
2019

Catherine Bernard a participé au comité de pilotage du projet d'enquête nationale sur la reterritorialisation de l'alimentation coordonné par l'INRA - lancé fin 2018 et qui s'est réuni en 2019 en vue de l'organisation du colloque « Reterritorialisation de l'alimentation » qui s'est tenu le 28 novembre à Paris.

L'INRA a sollicité la Fabrique, suite à la parution du Dossier ressources « Alimentation et territoires », concernant le projet de recherche multidisciplinaire : « *Reterritorialisation de l'alimentation : diversité des initiatives, indicateurs de durabilité et leviers pour la transition des systèmes alimentaires* ». Mobilisant une équipe pluridisciplinaire, ce projet a permis d'inventorier sur le territoire national les initiatives liées à la reterritorialisation de l'alimentation, à en analyser les atouts et les limites du point de vue de la durabilité de l'agriculture et de l'alimentation.

Si la première sollicitation a concerné la mise à disposition des contributions remontées dans le cadre du Dossier ressources, la Fabrique a ensuite été conviée au comité de pilotage du projet de recherche pour apporter son expertise afin d'y intégrer davantage la dimension santé.

Lors de la tenue du colloque de restitution du 28 novembre, Catherine Bernard a co-animé un des ateliers de travail consacré aux « nouveaux environnements alimentaires et changement des pratiques de consommation ».

### Comité stratégique du projet de recherche CLoterreS – EHESP

Fabrique Territoires Santé a poursuivi sa participation au comité stratégique du projet de recherche CLoterreS. Ce projet est mené par un consortium animé par la chaire Santé publique France Promotion de la santé à l'EHESP, et porte sur le dispositif des contrats locaux de santé, en particulier leur investissement en prévention et promotion de la santé.



S'appuyant sur des méthodes mixtes, le projet se déploie sur quatre chantiers : étude descriptive d'un échantillon aléatoire national de CLS et catégorisation des territoires ; étude qualitative approfondie de cas multiples de CLS jugés prometteurs selon des critères objectifs ; étude du volet prévention promotion de la santé des projets régionaux de santé des ARS et de leur politique de soutien aux CLS ; élaboration et déploiement d'une stratégie de transfert de connaissances vers la pratique.

Une réunion s'est tenue le 9 juillet 2019. Le travail se poursuivra en 2020.

## Participation à des colloques et journée d'études

- « (A)ménageons la santé sur les territoires franciliens », journée organisée par l'ADEME et l'ARS d'Île-de-France, 15 janvier 2019 à Paris.
- « Les Rencontres de l'alimentation durable » organisées par la Fondation Daniel et Nina Carroso, 29 janvier 2019 à Paris.
- « Pour une alimentation durable accessible à tous » séminaire organisé par le réseau des CIVAM (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural), 28 mars 2019 à Paris.
- « Le droit à l'alimentation pour tous ! », colloque organisé par le réseau Cocagne, 19 novembre 2019 à Paris.

Ces temps sont l'occasion pour Fabrique Territoires Santé de prendre connaissance d'initiatives et projets sur les territoires et autant d'opportunités de nouer des contacts et de nourrir et construire son réseau d'acteurs.trices.

# AXE 1 bis. Conforter notre présence et notre réseau en région autour des démarches territoriales de santé

---

Le maintien d'un lien fort et continu avec les acteurs et actrices des territoires reste l'un des piliers du développement de Fabrique Territoires Santé.

RAPPORT D'ACTIVITE  
2019

Les échanges et collaboration avec les structures régionales – centres de ressources politique de la ville, IREPS et associations – missionnées pour animer des collectifs de coordonnateurs et coordinatrices ASV et CLS, CLSM, etc., dont certaines sont dans le conseil d'administration de la Fabrique, est un axe central de l'activité de l'association. Ces liens permettent la circulation d'informations entre les niveaux régional et national, ainsi qu'inter-régional et participent au renforcement du réseau des acteur.trices.

Fabrique Territoires Santé est également sollicitée pour intervenir lors de rencontres en région. En 2019, ses interventions en région se sont appuyées sur son expertise à la fois sur les démarches territoriales de santé comme levier d'action en promotion de la santé et sur les thématiques abordées dans les Dossiers ressources publiés ou en cours.

## 1. Intervenir sur les démarches territoriales de santé

Catherine Bernard est intervenue à la Journée régionale « *Les contrats locaux de santé: De la stratégie à la mise en œuvre - Éléments de bilan, procédures inspirantes et perspectives* », organisée par le Comité régional d'éducation pour la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRES Paca) et l'ARS Paca, à Marseille le 5 mars 2019, et a présenté en binôme avec Cynthia Benkhoucha (CRES Paca et administratrice de Fabrique Territoires Santé) un état des lieux des CLS en France.



## 2. Co-organiser des temps d'échanges en région sur les thématiques de Dossier ressources

Auvergne-Rhône-Alpes – « Pour une prise en compte de la santé mentale des habitants des quartiers prioritaires » - le 4 juin à Bron

Le 4 juin 2019 à Bron, le centre de ressources politique de la ville Auvergne-Rhône-Alpe (LaboCités), le Centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la santé pour la recherche et la formation en santé mentale (CCOMS) et Fabrique Territoires Santé ont organisé une rencontre régionale sur les enjeux de santé mentale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : « *Pour une prise en compte de la santé mentale des habitants des quartiers prioritaires* ».

Elle visait à apporter des connaissances, à favoriser la rencontre des acteurs et actrices de la politique de la ville et de la santé mentale et à esquisser des pistes d'articulation, de coordination pour une meilleure prise en compte de la santé mentale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Enfin, la rencontre était aussi l'occasion de valoriser les initiatives en cours ou réalisées dans les QPV autour des enjeux de santé mentale. Catherine Bernard a participé au comité de pilotage d'organisation de la rencontre et Elsa Micouraud et Didier Febvrel ont participé à l'animation d'ateliers de travail.

Les supports de présentation sont disponibles sur le site de LaboCités : <http://www.labo-cites.org/rencontre/retour-sur-pour-une-prise-en-compte-de-la-sante-mentale-des-habitants-des-quartiers>.

Seine-Saint-Denis – « Dématérialisation des services publics et accès aux droits : quels enjeux ? » - le 7 juin à Saint-Denis

Fabrique Territoires Santé a co-organisé avec Profession Banlieue, centre de ressources politique de la ville de Seine-Saint-Denis, une matinée d'échanges « Dématérialisation des services publics et accès aux droits : quels enjeux ? », le 7 juin à Saint-Denis.

Cette rencontre fait suite au Dossier ressources « *Dématérialisation et accès aux droits de santé : que faire face à la déshumanisation des services publics ?* » publié en novembre 2017. La politique de dématérialisation n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis lors, jusqu'à une interpellation du Premier ministre par le Défenseur des droits sur un risque d'aggravation des inégalités.



La rencontre a réuni 50 participant.es, en grande majorité des professionnel.les de Seine-Saint-Denis : collectivités locales, associations locales, etc. Elle s'est organisée autour d'un premier temps de cadrage et d'un second temps de présentation d'actions locales. Afin d'éclairer le contexte et les enjeux, Pierre Mazet, chercheur en sciences sociales et formateur, a dressé le paysage du mouvement de dématérialisation des démarches administratives. Ensuite, trois témoignages ont illustré la manière dont des structures répondent aux nouveaux besoins que rencontrent les personnes du fait de la dématérialisation. Malgré la diversité des structures représentées (médiation sociale et culturelle, centre social, association luttant contre l'exclusion numérique), les mêmes difficultés ont été pointées : l'absence d'alternative à la dématérialisation, le manque de moyens pour accompagner les personnes éloignées du numérique, le flou du cadre et des limites d'un tel accompagnement.

Un compte-rendu de la rencontre a été diffusé début mars 2020. Les participant.es ont fait part de leur volonté de poursuivre les échanges sur la problématique de la dématérialisation des démarches administratives, et développer leur capacité d'interpellation des pouvoirs publics.

La synthèse est disponible à cette adresse : [http://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/pb\\_dematerialisation\\_def.pdf](http://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/pb_dematerialisation_def.pdf).

#### Val d'Oise – « Santé et urbanisme : quels liens opérationnels ? » – le 18 décembre à Eaubonne

Fabrique Territoires Santé a co-organisé avec le Pôle de ressources Ville et développement social (centre de ressources politique de la ville du Val d'Oise, récemment étendu aux départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine) un temps d'échanges sur les interactions entre promotion de la santé et choix urbains. Cela a participé à l'élaboration du Dossier ressources « Transformations urbaines, habitant.es et santé ».

La rencontre a réuni 12 participant.es aux profils divers : coordonnateurs et coordinatrices santé, chef.fes de projet politique de la ville, rénovation urbaine ou gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) et conseiller.es citoyen.nes. Ils et elles ont fait part de leur intérêt pour le sujet, faisant état de manière unanime d'un enjeu sur la démographie médicale, mais des liens encore très faibles et rares entre les équipes chargées de la rénovation urbaine et les coordonnateurs et coordinatrices des démarches locales de santé.

Un compte-rendu a été diffusé auprès des participants. Les réflexions partagées ont alimenté le Dossier ressources sur le sujet.

RAPPORT D'ACTIVITE  
2019



## AXE 2. Valoriser les démarches territoriales de santé par la production de connaissances et la qualification des acteurs.trices

### 1. Capitaliser des actions intégrées aux démarches territorialisées de santé

#### Les Dossiers ressources

Les Dossiers ressources sont un format de publication que Fabrique Territoires Santé propose depuis 2017. Partant d'une recherche et d'une analyse documentaire et d'un appel à contributions largement diffusé, les Dossiers ressources présentent un état des lieux du sujet (définition des notions-clés, paysage des politiques publiques à différentes échelles, éléments de diagnostic) et des stratégies d'action illustrées par des expériences locales. Certaines de ces actions font l'objet d'une *Inspir'action* (fiche-action synthétique) co-rédigée avec le porteur de projet. L'objectif de ces publications est de synthétiser un ensemble de ressources utiles aux acteurs et actrices locaux, sans prétendre à l'exhaustivité des connaissances et actions existantes.

Deux sujets ont été traités en 2019, chacun permettant de croiser plusieurs déterminants de santé et d'explorer une lecture articulée et souvent inédite d'enjeux de santé et d'enjeux sociaux ou environnementaux : « *École, promotion de la santé et territoires* » et « *Transformations urbaines, habitant.es et santé* ».

Pour des raisons internes liées aux changements au sein de l'équipe de Fabrique Territoires Santé, les dossiers n'ont pu être finalisés en 2019 et ont été diffusés au premier trimestre 2020.

## Dossier ressources « École, promotion de la santé et territoires »

Les inégalités de santé se construisent dès l'enfance ; c'est pourquoi il est primordial que la promotion de la santé cible prioritairement les enfants. L'école est un lieu privilégié pour agir : les élèves y sont un public dit captif. Les interactions entre école et santé sont connues et fortes : d'une part, les liens entre réussite scolaire et état de santé sont établis (des élèves en bonne santé apprennent mieux) ; d'autre part, l'école est révélatrice d'inégalités sociales de santé très précoces qui, sans intervention, agraveront les inégalités sociales à l'âge adulte.

Dans ce Dossier ressources, il s'est agi d'identifier des actions de prévention et promotion de la santé dans les établissements scolaires et d'interroger comment les écoles s'inscrivent dans leur territoire et dans un réseau local d'acteurs et actrices de santé. Les établissements scolaires ont-ils une approche territoriale ? Quelle est la nature des partenariats entre le monde éducatif et le monde de la promotion de la santé ? Les démarches territoriales de santé intègrent-elles les établissements scolaires comme des partenaires et opérateurs et opératrices d'une politique coordonnée de promotion de la santé ?

L'appel à contributions a été diffusé du 27 février au 28 mars 2019. C'est celui qui a reçu le plus de réponses depuis 2017 : 58, dont 41 ont été sélectionnées et ont fait l'objet d'une Inspir'action. À partir de cette matière riche et d'une recherche documentaire, le Dossier ressources présente un état des lieux des politiques publiques, acteur.trices et ressources concerné.es par la politique de promotion de la santé à l'école et ses liens avec les démarches territoriales de santé ; et des actions locales inspirantes sur les différentes dimensions de la promotion de la santé à l'école (partenariat et territorialisation, comportements favorables à la santé, compétences psychosociales, accès aux soins, environnement de vie).

Une attention particulière a été portée sur les quartiers de la politique de la ville et les inégalités territoriales. Ainsi, les programmes de réussite éducative et les établissements localisés dans le réseau d'éducation prioritaire y sont représentés.

Le Dossier ressources « *École, promotion de la santé et territoires* » a été mis en ligne fin février 2020. Il est disponible à cette adresse :  
[http://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/dr\\_ecole\\_vf.pdf](http://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/dr_ecole_vf.pdf).

RAPPORT D'ACTIVITÉ  
2019



## Dossier ressources « Transformations urbaines, habitant.es et santé »

Dans les projets de transformation urbaine, en particulier dans le cadre du programme national de rénovation urbaine (PNRU) lancé en 2003, l'ampleur des travaux, leur durée, l'incertitude pour nombre d'habitant.es de pouvoir accéder aux nouveaux logements, etc. sont autant de facteurs pouvant affecter la santé physique et mentale des personnes. Pourtant, peu d'études se sont penchées sur les effets de ces opérations d'aménagement et la restructuration d'un quartier sur la santé de leurs habitant.es.

Pourtant, le cadre de vie est un déterminant de santé ; les choix urbanistiques peuvent être favorables ou défavorables à la santé, participer ou non à réduire les inégalités sociales et territoriales. Les quartiers concernés par le PNRU puis le NPNRU sont particulièrement intéressants à observer à ce titre : dans ces territoires, s'inscrivent des inégalités sociales, territoriales et environnementales de santé, du fait d'un cadre de vie dégradé, de l'éloignement des services publics, de l'exposition à des pollutions, de carences de l'offre de soins, etc. Des problématiques auxquelles peuvent répondre des projets urbains. Plusieurs interrogations ont parcouru l'élaboration de ce Dossier ressources : comment les transformations urbaines peuvent-elles promouvoir et améliorer la santé des habitant.es cumulant des vulnérabilités ? Est-ce que les projets promouvant un urbanisme favorable à la santé tiennent compte des déterminants sociaux de santé et réduisent les inégalités sociales, territoriales et environnementales de santé ? Qu'en disent les habitant.es eux-mêmes ? Comment se mobilisent-ils et participent-ils à la définition des projets ? Comment font-ils valoir des enjeux relatifs à leur santé ?

L'appel à contributions a été ouvert du 1<sup>er</sup> juillet au 13 septembre, puis prolongé jusqu'au 13 novembre 2019. Seules sept réponses ont été reçues. Il est apparu que peu d'actions s'inscrivaient à l'heure actuelle dans le cadre de ce Dossier ressources ; d'autant plus que les quelques actions existantes sont déjà très sollicitées pour diffuser et partager leur expérience. Deux principaux types d'actions sont mobilisés : la réalisation d'évaluations d'impact sur la santé et la construction d'équipements médicaux (maisons de santé) au cœur d'un quartier.

Le sujet est émergent : même si relativement peu d'actions ont été récoltées, les collectivités s'intéressent de plus en plus à l'intégration des enjeux de santé dans leurs projets urbains. Le Dossier ressources ouvre alors un champ de réflexions riche pour tous ces acteurs et actrices.

Les premiers éléments du Dossier ressources « *Transformations urbaines, habitant.es et santé* » seront mis en ligne en mars 2020 (la version complète d'ici l'été 2020).

### Diffusions et répercussions

Les Dossiers ressources sont disponibles sur le site internet de la Fabrique. Leur publication est annoncée par mail à une liste de diffusion de plus 2200 contacts.

À partir des Dossiers ressources, Fabrique Territoires Santé se met à la disposition de ses partenaires, notamment régionaux, pour intervenir lors de rencontres et présenter ces capitalisations. Une veille est maintenue également sur les quatre Dossiers publiés les années précédentes (Dématérialisation et accès aux droits de santé, Alimentation et territoires, Santé mentale et isolement social, Précarité et santé environnementale).

Ce format montre sa pertinence pour explorer un sujet, proposer une analyse du point de vue des démarches territoriales de santé, et réunir des ressources utiles pour un acteur.trice local.e souhaitant se saisir du sujet traité. Le document final et son élaboration permettent d'outiller les acteur.trices des démarches territoriales de santé, mais aussi de sensibiliser d'autres acteur.trices à leur rôle dans la promotion de la santé de tout.es.

La méthode de l'appel à contributions offre une opportunité importante d'élargir le réseau de la Fabrique et présenter les démarches territoriales de santé auprès de nouveaux acteurs. En effet, les différents relais des appels permettent de recevoir des contributions émanant de porteurs de projet que la Fabrique n'avait pas préalablement identifié.

RAPPORT D'ACTIVITE  
2019

### Répertoire Inspir'actions

L'ensemble des Inspir'actions réalisées par Fabrique Territoires Santé, à partir de contributions de porteur.ses de projets et d'entretiens complémentaires, sont réunies dans un répertoire sur notre site. Un questionnaire est en permanence à la disposition des acteur.trices locaux pour soumettre leur action.

Pour l'année 2019, 45 Inspir'actions ont été diffusées : 41 dans le cadre du Dossier ressources « *École, promotion de la santé et territoires* » et 4 dans le Dossier ressources « *Transformations urbaines, habitant.es et santé* ». La moitié des actions ainsi valorisées se déroule sur un territoire prioritaire de la politique de la ville.



## RAPPORT D'ACTIVITE 2019

En dehors des temps d'appels à contribution liés à un Dossier ressources, très peu d'acteur.trices sollicitent la Fabrique afin de concevoir une Inspir'action. Faute de temps pour engager une démarche proactive et misant sur la pertinence du modèle du Dossier ressources (proposer une analyse à partir de plusieurs actions portant sur une même thématique), aucune Inspir'action n'a été publiée hors Dossier ressources en 2019.

### **Soutenir la capitalisation d'expériences : participation à un groupe de travail**

Fabrique Territoires Santé a poursuivi sa participation au groupe de travail sur la capitalisation des actions prometteuses, coordonné par la SFSP et la FNES. Ce groupe s'inscrit dans le comité de pilotage national InSPIRe-ID (Initiative en santé publique pour l'interaction entre la recherche, l'intervention et la décision), piloté par la DGS et construit autour de trois axes :

1/ Création d'un portail de données probantes et prometteuses, portée par Santé Publique France. Ce premier axe est divisé en deux :

- la mise en place du portail et la mise à disposition de données/programmes probants ;
- la construction d'un dispositif de capitalisation. Cette réflexion est portée par la SFSP en collaboration avec la FNES, et s'appuie sur un groupe de travail composé d'institutions, d'associations (dont Fabrique Territoires Santé) et de personnes qualifiées.

2/ Mise en place de formations, pilotée par l'EHESP.

3/ Développement de la recherche interventionnelle, piloté par l'IreSP.

Le groupe sur la capitalisation des expériences prometteuses s'est réuni les 9 avril et 10 juillet 2019, afin de finaliser le document méthodologique support à la capitalisation et amorcer l'intégration de ce type de capitalisation dans le portail de données probantes et prometteuses créé par Santé publique France.

Le travail se poursuivra en 2020.

## 2. Produire une étude sur le déploiement des démarches territoriales de santé dans quatre régions

La note de synthèse, dont l'objectif est d'inventorier et de qualifier le déploiement des démarches territoriales de santé notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), a été conduite avec les partenaires en région de Fabrique Territoires Santé.

Quatre régions ont été ciblées depuis 2018 ; un approfondissement et une actualisation ont été produits en Auvergne-Rhône-Alpes pour cette année 2019.

RAPPORT D'ACTIVITÉ  
2019

Ce travail en Auvergne-Rhône-Alpes a été réalisé à partir de l'expertise de LaboCités concernant le déploiement des démarches santé dans les quartiers prioritaires. Il a été approfondi lors d'une rencontre du Collectif santé, le réseau régional des agent.es référent.es sur la santé dans les collectivités territoriales en politique de la ville (majoritairement des coordonnateurs et coordonnatrices ASV et CLS). Cette rencontre s'est tenue en février 2019 et était construite autour de trois ateliers auxquels l'ensemble des participants (20 personnes) a participé. Elle a dressé un état des lieux des dynamiques territoriales de santé en Auvergne-Rhône-Alpes et s'est intéressée à l'articulation de ces démarches les unes avec les autres. La question des partenariats et financements a également été traitée. Par ailleurs, trois personnes ont contribué à distance, en répondant à un questionnaire.

À l'issue de la démarche, une note de synthèse a été co-rédigée par Fabrique Territoires Santé et Labo Cités. Après une présentation des trois principales démarches que sont les ASV, les CLS et les CLSM, la note en propose une cartographie et relève la diminution progressive des ASV. Elle s'interroge sur le périmètre idéal pour le déploiement d'une démarche territoriale de santé et recommande un ajustement par territoire selon le contexte politique et technique des collectivités. Enfin, elle témoigne de l'inquiétude des acteur.trices de terrain face à la diminution de l'investissement de la politique de la ville et relève une expansion de la médiation santé dans les quartiers.

La note de synthèse a été largement diffusée via les outils de communication de Fabrique Territoires Santé et de LaboCités et est consultable à cette adresse : [http://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/synthesesante2019der\\_web.pdf](http://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/synthesesante2019der_web.pdf).



### 3. Former autour des démarches territoriales de santé

Fabrique Territoires Santé a coordonné pour la quatrième année consécutive un module de formation sur la stratégie et la mise en œuvre de Projets Territoriaux de Santé (module TERRIT) lors de l'Université francophone d'été en santé publique de Besançon, qui s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 5 juillet 2019.

Vingt acteur.trices d'horizons professionnels et géographiques différents ont participé à cette formation, parmi lesquels cinq internes en santé publique, trois infirmier.ères en pratiques avancées et des agent.es de CPAM, ARS, ... les ARS étaient les plus représentées en nombre.

Pour le contenu pédagogique, Fabrique Territoires Santé s'est appuyée sur l'expertise de ses administrateur.trices, comme l'IREPS Nouvelle-Aquitaine et le CRES Paca, et elle a sollicité ses partenaires et administrateur.trices pour proposer des apports théoriques ou méthodologiques, tels que Élus, Santé Publique & Territoires, le CCOMS pour la recherche et la formation en santé mentale et l'Institut Renaudot. Le module a été animé par Arnaud Wiehn (IREPS Nouvelle-Aquitaine/Fabrique Territoires Santé), Cécile Chaussinand (CRES Paca/Fabrique Territoires Santé), et préparé en amont avec Catherine Bernard (Fabrique Territoires Santé).

Le contenu pédagogique s'articule autour de temps d'apports théoriques et de sessions de travail en groupe autour d'un CLS fictif, mobilisant les problématiques de santé rencontrées par les stagiaires sur leur territoire.

Ce faisant, Fabrique Territoires Santé a proposé un programme dont les objectifs pédagogiques étaient de comprendre les enjeux de la territorialisation de la santé (compétences et prérogatives des acteur.trices face aux déterminants, rôle incontournable des collectivités, contextes politiques et stratégiques actuels) ; d'identifier, dans une approche de promotion de la santé, les étapes de l'ingénierie d'un projet territorial de santé, en partant de l'analyse du contexte local à l'action partenariale ; enfin de connaître et de différencier les différentes formes de projets et de démarches (ASV, CLS, CLSM, CPTS...) et de comprendre leurs articulations et leurs complémentarités.

Les évaluations vont en général de satisfaisantes à très satisfaisantes pour l'ensemble des séquences. Les temps de travail en commun sur le cas pratique sont particulièrement valorisés par les stagiaires et permettent que se constitue un groupe de travail soudé dont les échanges se sont poursuivis au-delà de la semaine de formation (autour de l'échange de documents et d'informations notamment).



De fortes attentes sur les questions liées à la reconfiguration de l'organisation de soins ont été exprimées et pourront être abordées dans une future session. Ce module sera reconduit en juillet 2020.

RAPPORT D'ACTIVITÉ  
2019



# AXE 3. Favoriser l'accès à l'information et aux ressources nécessaires aux démarches territoriales de santé

RAPPORT D'ACTIVITÉ  
2019

—

L'un des objectifs statutaires de l'association est de faciliter l'accès à l'information et aux ressources nécessaires au fonctionnement des démarches territoriales de santé. Différents moyens de communication ont été mis en place pour mener à bien cet objectif, animés par l'équipe salariée en lien avec ses partenaires.

## 1. Renforcer les moyens de communication : site, newsletter et compte Twitter

Les ressources documentaires de Fabrique Territoires Santé sont disponibles en ligne. Le site internet est donc l'un des outils majeurs de la Fabrique, alimenté par une veille informative de l'équipe salariée. Plusieurs fonctions y sont associées :

- mettre à disposition des ressources nécessaires au fonctionnement des démarches territoriales de santé (base documentaire et règlementaire) ;
- agréger et diffuser des actualités en santé et politique de la ville (lois, publications, évènements, appels d'offres ou à communications, offres d'emploi). En 2019, près de 350 actualités ont été diffusées par le site et la newsletter (soit les rubriques actualités, agenda, offres d'emploi, appels à projet). Ces rubriques recueillent le flux le plus important de visiteur.ses ;
- améliorer la visibilité et la lisibilité des démarches territoriales de santé, en lien avec la capitalisation ;
- proposer des focus par région ou par thématiques sur les démarches et sur les animations régionales, leurs actions ou leurs actualités.

En 2019, 11 newsletters mensuelles ont été publiées (soit une diffusion mensuelle, à raison d'une unique newsletter pour les mois de juillet-août). Reprenant l'ensemble des actualités postées sur le site le mois précédent, elles proposent aussi une fenêtre d'information sur l'activité de la Fabrique.

La diffusion de la newsletter amplifie la consultation du site, puisque des pics de fréquentation sont constatés les jours de sa publication. Elle est envoyée à près de 1700 contacts volontairement inscrits : en moyenne, tous les mois 25 nouvelles personnes s'inscrivent à la newsletter (la liste de diffusion supprime automatiquement les mails qui ne sont plus actifs). Coordonnateur.trices ASV/CLS, professionnel.les de santé et du secteur médico-social, chercheur.ses, institutions (ministères et ARS), technicien.nes des collectivités territoriales, associations, élu.es sont les destinataires de cette lettre d'information numérique.

Un compte Twitter complète les outils de communication de la Fabrique. Il compte plus de 550 abonné.es soit 150 abonné.es supplémentaires depuis 2018 (centres de ressources, IREPS, journalistes, technicien.nes politique de la ville, élu.es santé, coordonnateur.trices, chercheur.ses, etc.). Ce compte contribue aussi à la veille menée par la Fabrique et renforce sa visibilité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ  
2019

## 2. Répondre aux sollicitations

Fabrique Territoires Santé a reçu 120 sollicitations en 2019, émanant d'acteurs et actrices locaux et nationaux, adhérent.es ou non. Ces demandes concernent principalement la diffusion d'informations sur le site de la Fabrique (particulièrement des offres d'emploi) et des besoins d'informations et ressources sur les démarches territoriales de santé. Fabrique Territoires Santé est également identifiée comme ressource pour orienter et identifier de potentiel.les intervenant.es à un colloque ou séminaire de travail.

## 3. Développer et actualiser la base de données des acteurs et actrices des politiques locales de santé et leurs partenaires

Depuis 2016, Fabrique Territoires Santé a construit ses bases de données, continuellement enrichies. Elle dispose aujourd'hui d'un répertoire qualifié de près de 1500 contacts, dans le champ de la santé, de la



## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

politique de la ville, du social, mais aussi des thématiques traitées dans les Dossiers ressources (alimentation, environnement, etc.) : acteurs et actrices des collectivités territoriales, des services de l'État, des ARS, d'associations, chercheur.ses, etc. Les différents contacts sont qualifiés par des entrées territoriales et thématiques.

Plus de la moitié de ce répertoire est composé d'acteurs et actrices locaux, dont 75 % sont situés sur une collectivité concernée par un contrat de ville. Un tiers du répertoire est composé d'acteurs d'envergure régionale.

Cette base de données n'est pas publique, elle est un outil de travail permettant d'optimiser la diffusion d'informations. Des listes de diffusion, dont l'utilisation respecte le Règlement européen pour la protection des données (RGPD), lui sont associées, dont la plus large contient plus de 2200 contacts.



VIE ASSOCIATIVE



Fabrique Territoires Santé a maintenu son nombre d'adhérent.es à 42, dont un tiers environ sont des collectivités locales. Des associations nationales ou régionales (IREPS ou centre de ressources politique de la ville), des professionnel.les, des élus.e, des chercheur.ses comptent aussi parmi les adhérent.es.

Fabrique Territoires Santé fonctionne avec une vie associative soutenue : en plus de son Assemblée générale annuelle, les administrateur.trices se sont réuni.es 5 fois en 2019 et pour 10 réunions de bureau. En novembre, pendant trois jours, un séminaire interne d'échange a réuni les membres du conseil d'administration de l'association afin de partager le bilan des deux années d'activité de Fabrique Territoires Santé – dans la continuité de la Plateforme nationale de ressources ASV –, de faire le point sur le fonctionnement et les activités de l'association, et d'échanger sur les changements – institutionnels, politiques et sociaux – auxquels est confrontée l'association. Il s'agissait également de réinterroger l'adéquation entre les finalités et les moyens humains de l'association et d'élaborer les fondements d'une feuille de route à deux ans.

Outre les fonctions d'administration de l'association, les administrateurs et administratrices sont aussi régulièrement mobilisé.es pour représenter l'association ou participer à des groupes de travail internes, des actions de formations et des interventions extérieures.

La diversité de la composition du Conseil d'administration est une marque de fabrique de l'association. Elle permet d'obtenir une bonne représentativité des acteurs et actrices impliqué.es dans les démarches locales de santé, tout en étant une source ascendante riche d'informations sur les situations régionales et départementales. Ainsi, le Conseil d'administration de Fabrique Territoires Santé permet de réunir régulièrement des :

- coordonnatrices ASV, CLS et CLSM ;
- animateur.trices régionaux des ASV et CLS ;
- professionnel.les de santé publique (municipaux et associatifs) ;
- centres de ressources politique de la ville ;
- partenaires associatifs (élu.es, santé publique, santé communautaire).

En 2019, et suite aux contacts noués à l'occasion de l'élaboration du Dossier ressources sur « Alimentation et territoires » et l'organisation de la Rencontre nationale sur ce même thème, Fabrique Territoires Santé a adhéré au Réseau national pour un projet alimentaire territorial (RnPAT).

## Liste des administrateurs 2019

- Martine Antoine, co-présidente, Institut Renaudot
- Carole Bégou, responsable santé, ville d'Échirolles
- Cynthia Benkhoucha, chargée de projets en santé publique, CRES Paca - **membre du Bureau**
- Agnès Bensussan, chargée de mission, Auvergne-Rhône-Alpes
- Karine Bisson, vice-présidente, Collectif Santé Ville Île-de-France
- Céline Carles-Trinh, coordonnatrice CSL/CLSM, ville de Rosny-sous-Bois
- Nathalie Christol-Jégou, responsable du bureau actions de santé transversales, Conseil départemental de Seine-Saint-Denis
- Didier Febvrel, ex-médecin de santé publique, Paca
- Riva Guerchanoc, élue santé, Élus, Santé publique et Territoires
- Pauline Guézennec, chargée de mission, CCOMS
- Frédéric Illivi, docteur en STAPS, Nouvelle-Aquitaine – **membre du Bureau**
- Bénédicte Madelin, ex-directrice centre de ressources, Île-de-France – **Secrétaire générale**
- Chantal Mannoni, référente médicale ARS, Auvergne-Rhône-Alpes
- Elsa Micouraud, chargée de la documentation, de la gestion de l'information et des questions de santé, Profession Banlieue - **Trésorière**
- Marion Pollier, chargée de mission, Labo Cités
- Sylvette Ronque, coordonnatrice ASV/CLS/CLSM, ville de Cherbourg-en-Cotentin
- Arnaud Wiehn, chargé de mission « Santé et territoires », IREPS Nouvelle Aquitaine – **Vice-Président**

RAPPORT D'ACTIVITE  
2019

La mise en œuvre opérationnelle des activités de Fabrique Territoires Santé en 2019 est assurée par une équipe salariée de deux personnes à temps plein :

Catherine Bernard a assuré la mission de chargée de développement et de coordination jusqu'à mi-mai. Lilia Santana assure cette fonction depuis le 2 septembre.

Clémentine Motard est chargée de projets.



## FABRIQUE TERRITOIRES SANTÉ

-

2-4 place Rutebeuf, 75012 Paris  
06 99 67 55 56

[contact@fabrique-territoires-sante.org](mailto:contact@fabrique-territoires-sante.org)  
[www.fabrique-territoires-sante.org](http://www.fabrique-territoires-sante.org)  
Twitter : @FabTerrSante

